

# Rapport sur la solidarité internationale

2023-2024

## TABLE DES MATIÈRES

- 1 La force de la solidarité
- 2 Le Fonds pour la justice mondiale en action
- 10 La solidarité entre travailleuses et travailleurs
- 17 Le travail avec nos alliés
- 23 Mobilisons-nous pour un monde meilleur
- 24 Membres du Comité national de la justice mondiale  
Partenaires du Fonds pour la justice mondiale du SCFP

Le Rapport sur la solidarité internationale 2023-2024 du SCFP est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7.

Imprimé par des personnes syndiquées avec des encres à base d'huile végétale sur du papier contenant 30 % de fibres recyclées postconsommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédaction par Kelti Cameron.

Édition par Karin Jordan, avec l'assistance éditoriale de Stéfanie Frappier.

Conception graphique par Jocelyn Renaud.

ISSN 1920-1443

Téléchargez un exemplaire de ce rapport ou lisez-le en ligne au [scfp.ca/solidarite-internationale](https://scfp.ca/solidarite-internationale).

# La force de la solidarité

Le Rapport sur la solidarité internationale 2023-2024 du SCFP présente nos luttes à l'international et les efforts de notre syndicat pour renforcer la solidarité entre travailleuses et travailleurs dans le monde entier. Les événements de cette année ont démontré toute l'importance de la solidarité internationale.

Sur tous les continents, des communautés se mobilisent pour la démocratie, la justice, la paix, l'autodétermination et la libération. Ce rapport met en lumière la résistance des travailleuses et travailleurs au Bangladesh, en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, au Honduras, en Haïti, en Palestine, aux Philippines et en Corée du Sud.

Nous sommes préoccupés par la sécurité de nos partenaires, dont le courage et la détermination ont de quoi nous inspirer. La dernière année a été terrifiante par son intensité et sa violence. Nous avons pu constater les motivations véritables de certaines nations occidentales qui prétendent soutenir les droits de la personne et le droit international tout en encourageant les conflits militaires, l'extraction des ressources et les politiques antisyndicales.

Les membres du SCFP et leurs allié(e)s continuent de se mobiliser pour la paix et la justice, ainsi que pour la fin de la guerre et de l'ingérence étrangère. Depuis plus de 60 ans, nous appuyons les personnes et les groupes qui militent pour les droits des travailleuses et travailleurs et qui défendent les services publics. Ces luttes sont toujours d'actualité.

Notre solidarité est notre force. Nous espérons que vous apprécierez ce rapport et que vous vous joindrez à nous pour soutenir les travailleuses et travailleurs du monde entier. Ensemble, nous relèverons nos défis collectifs et construirons un monde meilleur.



Mark Hancock,  
Président national du SCFP



Candace Rennick,  
Secrétaire-trésorière  
nationale du SCFP

# Le Fonds pour la justice mondiale en action

Au cours de la dernière année, le SCFP a poursuivi son travail en solidarité avec les travailleuses, les travailleurs et les mouvements sociaux alliés dans de nombreux pays, en consolidant des partenariats de longue date par l'entremise de son Fonds pour la justice mondiale.

Ce fonds est l'une des façons dont notre syndicat soutient les mouvements pour les droits de la personne, la protection des travailleuses et travailleurs, la paix et la justice dans d'autres pays. En 2023-2024, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP a appuyé des travailleuses, des travailleurs et des alliés communautaires en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, au Nicaragua et aux Philippines.

## BIRMANIE

Le coup d'État militaire de 2021 en Birmanie a engendré une crise des droits de la personne qui a forcé des organisations et des personnes militantes à se cacher et à s'exiler. C'est notamment le cas d'un partenaire du SCFP, le TWU (le Syndicat des femmes tavoyanes), qui a été contraint de quitter le pays et de réorganiser sa stratégie de lutte pour la justice et l'égalité en Birmanie. Le TWU offre aux femmes et à leur famille des outils et des formations pour défendre leurs droits et obtenir justice.

Le TWU a été fondé en 1995 pour lutter contre les injustices envers la population de la région de Tanintharyi, dans le sud de la Birmanie, où les militaires et leurs acolytes s'enrichissent en s'appropriant les terres sans compensation pour les communautés. La saisie des terres au nom du développement économique est facilitée par les « zones économiques spéciales »

et s'accompagne de violations des droits de la personne et de la destruction de l'environnement.

Plus de trois ans se sont écoulés depuis le coup d'État militaire, et un mouvement populaire mène maintenant l'une des plus importantes campagnes de l'histoire du pays contre l'armée, qui opprime les jeunes par le biais de lois illégitimes sur la conscription militaire, entrées en vigueur à la fin de 2023. Des milliers de jeunes, dont des élèves du secondaire, ont ainsi fui le pays.

La jeunesse birmane est confrontée à un taux de chômage élevé et à l'insécurité en raison de son statut d'immigration précaire dans les pays où elle s'est exilée, notamment la Thaïlande et la Malaisie. L'enrôlement obligatoire touche particulièrement les jeunes près de la capitale, Dawei (anciennement « Tavoy »), dans la région de Tanintharyi, depuis longtemps contrôlée par l'armée.

Malgré les nombreux défis à relever, le TWU demeure déterminé à poursuivre son œuvre. Le groupe a d'ailleurs constitué une équipe ayant documenté plus de 30 cas de violations des droits de la personne dans la région de Tanintharyi.

## CANADA

En décembre 2021, le premier ministre Justin Trudeau a mandaté Sean Fraser, alors ministre de l'Immigration, de « [p]rendre appui sur les programmes pilotes existants pour poursuivre l'exploration de moyens de régulariser le statut des travailleurs sans papiers qui contribuent aux communautés canadiennes ». Bien que le gouvernement libéral ait réitéré cette promesse à plusieurs reprises, les travailleuses et travailleurs sans papiers attendent toujours un changement concret.

L'un des partenaires du SCFP, Migrante Canada, en collaboration avec le réseau national Migrant Rights Network, continue de militer pour que les personnes ayant un statut d'immigration précaire, par exemple celles qui ont un permis de travail temporaire fermé ou qui sont sans papiers, obtiennent la résidence permanente.

Migrante Canada est une alliance pancanadienne d'organisations de personnes migrantes et immigrantes originaires des Philippines, qui compte des sections dans tout le pays. Elle soutient notamment les personnes migrantes dans leur lutte pour le droit de rester au Canada avec un statut d'immigration et des conditions de travail leur permettant de vivre et de travailler dans la sécurité, la dignité et le respect qu'elles méritent.

Face à l'inaction du gouvernement, Migrante Canada poursuit une campagne de sensibilisation à la réalité des sans-papiers et aux enjeux globaux liés à la migration. Le travail de Migrante Canada repose sur le principe que les travailleuses et travailleurs qui comprennent leurs droits sont mieux outillés pour les défendre.

Au cours de la dernière année, Migrante Canada a sensibilisé ses membres à l'action syndicale et a renforcé la solidarité en participant à la campagne du SCFP-Alberta dans le secteur de l'éducation, aux côtés des membres du SCFP 40 et d'autres travailleuses et travailleurs.

**MIGRANTE ALBERTA POURSUIT SES ACTIVITÉS AUPRÈS DES PERSONNES MIGRANTES POUR LES INFORMER DE LEURS DROITS.**



Photo : Migrante Alberta

Ces initiatives de sensibilisation s'inscrivent dans le cadre de sa campagne Education 4 All. Les occasions d'apprentissage et d'échange ont également aidé les membres à mieux comprendre les problèmes auxquels les étudiantes et étudiants internationaux sont confrontés et ont souligné l'importance de la solidarité avec les travailleuses et travailleurs locaux qui luttent pour obtenir des conditions de travail et des salaires décentes.

Migrante Canada a également renforcé son réseau à l'international en envoyant une délégation de 13 personnes au neuvième congrès de Migrante International, à Bangkok. Elles ont parlé de leur expérience du travail de mobilisation et de la situation générale des personnes migrantes au Canada.

Outre ces campagnes, le SCFP soutient également la lutte en faveur de la justice pour les personnes migrantes au Canada au moyen d'une nouvelle trousse d'outils intitulée *Les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires dans notre syndicat : un guide pour agir en solidarité*. Ce guide aide les équipes de négociation et les comités exécutifs des sections locales du SCFP à appuyer nos membres qui sont des travailleuses et travailleurs migrants à la table de négociation et en milieu de travail. Le SCFP travaille sur la deuxième phase de ce nouvel outil essentiel en collaboration avec Migrante Canada.

## COLOMBIA

Les accords de paix de 2016 étaient une étape essentielle pour l'instauration d'une paix durable en Colombie, mais ils n'ont pas mis fin à la violence ou aux iniquités dans le pays. Ces accords sont menacés par de riches et puissants acteurs motivés par des intérêts commerciaux, des individus liés à la corruption, au trafic de drogue et à des groupes armés illégaux qui financent leurs activités grâce à des opérations illicites d'exploitation minière, de production de coca et de commerce.

La violence continue de freiner les changements sociaux que le président, Gustavo Petro, tente de mettre en œuvre. Premier président colombien de gauche, celui-ci a pour objectif de construire ce qu'il appelle un pays de « paix totale ». Les changements sociaux, économiques, politiques et culturels qu'il propose soulèvent une vague d'opposition, de sabotage et de critiques de la part d'oligarques, de politicien(ne)s, de militaires et de fonctionnaires affiliés aux précédents gouvernements de droite.

Son projet de « paix totale » repose notamment sur la négociation avec les groupes armés ainsi que sur des réformes ambitieuses, touchant les services de santé, les pensions, le travail, l'éducation et l'agriculture, pour construire une société plus équitable.

DES ÉTUDIANT(E)S DE L'UNIVERSITÉ INTERCULTURELLE DES PEUPLES FONT CONNAÎTRE LES RÉSULTATS DE LEUR RECHERCHE AUX MEMBRES DE LEURS COMMUNAUTÉS À BUENAVENTURA, EN COLOMBIE.



Photo : NOMADESC



Photo : SINTRACUAVALLE

En Colombie, le SCFP a notamment pour partenaire SINTRACUAVALLE, le syndicat des travailleuses et travailleurs du réseau public d'eau ACUAVALLE, qui dessert plus de 700 000 foyers dans 36 municipalités de la province de la Valle de Cauca. Le syndicat s'inquiète des suites des élections provinciales et locales de 2023, qui ont porté au pouvoir des partis prônant une politique néolibérale de privatisation. Il sera donc difficile d'étendre les services publics, mais les travailleuses et travailleurs comptent bien défendre ceux existants.

SINTRACUAVALLE mobilise les communautés pour défendre les services publics d'approvisionnement en eau. Malgré les défis qu'il doit relever, le syndicat constate un changement dans l'opinion publique sur la privatisation de l'eau et dans l'engagement de la population à défendre son réseau public d'eau potable. Le syndicat est parvenu à un accord avec ACUAVALLE concernant l'entretien des infrastructures, la protection des sources d'eau et la participation

DES MEMBRES DES COMITÉS DE PLANIFICATION SOCIALE DE JAMUNDI ET DE FLORIDA VISITENT LE RÉSERVOIR DE SARA BRUT, UNE INFRASTRUCTURE VITALE QUI ALIMENTE EN EAU CES DEUX MUNICIPALITÉS DE LA COLOMBIE.

des travailleuses et travailleurs aux décisions qui touchent la qualité, l'accessibilité et la continuité des services. SINTRACUAVALLE continuera à renforcer ses liens avec les communautés locales et des organisations internationales telles que le SCFP afin de repousser la privatisation et d'agir pour la justice climatique.

Malgré tous les efforts et la bonne volonté du gouvernement fédéral colombien, la violence persiste en raison de la négligence du bureau du procureur général et de la lenteur des forces de l'État à réagir. Les groupes armés illégaux continuent d'attaquer les communautés du sud-ouest de la Colombie, où les populations vivent sous la menace de déplacements forcés.

Un autre partenaire du SCFP, NOMADESC (l'Association pour la recherche et l'action sociale), collabore avec d'autres organisations colombiennes pour renforcer les alliances communautaires afin de résister à la violence et d'aider la population à réaliser ses aspirations de paix et d'autodétermination. NOMADESC est une organisation de défense des droits de la personne qui fait la promotion du changement social par l'entremise de son Université interculturelle des peuples et qui lutte pour la justice par son travail juridique stratégique.

CODEVELOPMENT CANADA ET DES MEMBRES DU SYNDICAT DES EMPLOYÉS D'HÔPITAUX TÉMOIGNENT DE LEUR APPUI AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU TEXTILE BLESSÉS, APRÈS LA FERMETURE DE LA MANUFACTURE DE GILDAN À SAN MIGUEL, AU HONDURAS, EN OCTOBRE 2023.

## HONDURAS

L'économie hondurienne dépend des *maquilas*, avec leurs conditions de travail dangereuses et leurs faibles salaires. Les *maquilas* sont des usines hors taxes où le personnel transforme des matières premières en produits finis destinés à l'exportation. Or le cadre législatif et les pratiques actuelles en matière de santé et de sécurité au travail sont terriblement insuffisants pour protéger la santé, la sécurité et la dignité des personnes qui y travaillent.

Les *maquilas* réalisent des profits faramineux grâce aux exonérations fiscales et aux conditions de travail « flexibles » leur permettant d'exploiter des femmes économiquement défavorisées des



Photo : Syndicat des employés d'hôpitaux

régions rurales et urbaines. Cette main-d'œuvre bon marché sert souvent de monnaie d'échange dans les accords commerciaux internationaux, car les démocraties faibles accueillent à bras ouverts les activités économiques génératrices d'emplois qui mettent rarement fin à l'extrême pauvreté.

Des entreprises canadiennes telles que Gildan Activewear Inc. imposent des journées de travail de 11,5 heures et des cibles de production déraisonnables. Ces pratiques donnent lieu à des taux élevés d'accidents du travail ainsi qu'à des licenciements abusifs.

La législation nationale en matière de santé et de sécurité au travail est désuète et incomplète, et répond à peine aux besoins des travailleuses et travailleurs. Elle ne reconnaît que 44 maladies professionnelles et ne définit aucune mesure de prévention des risques ni sanction en cas de non-conformité. En plus de la faiblesse du système de santé et de sécurité au travail, les autorités du travail et le système judiciaire peinent à faire respecter le droit du travail face à la puissance des *maquilas*.

En 2023, un partenaire du SCFP, le CODEMUH, a proposé une législation complète sur la santé au travail. Le projet de loi en question couvre 242 maladies professionnelles et prévoit l'instauration d'un système unifié de santé au travail. Il comprend également un chapitre sur la prévention des risques professionnels, décrit les obligations de l'employeur en la matière et prévoit des mesures judiciaires pour assurer la conformité. Ce projet de loi est actuellement examiné par le Congrès, mais les travailleuses et travailleurs doivent faire pression sur leurs représentant(e)s élu(e)s pour qu'il soit approuvé.

Le CODEMUH a élaboré ce projet de loi en collaboration avec des universités du Mexique, de plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Argentine, ainsi qu'avec des employé(e)s de *maquilas* et des avocat(e)s spécialisé(e)s en droit du travail hondurien.

## CUBA

Les travailleuses et travailleurs cubains et leurs compatriotes sont confrontés à des pénuries et des épreuves grandissantes depuis que les États-Unis ont frappé leur pays d'un embargo illégal voilà plus de 60 ans. Ce régime de sanctions – le plus long de l'histoire – les prive de médicaments et d'équipements médicaux essentiels, de fournitures scolaires et de bureau telles que du papier et du matériel informatique, de véhicules et de pièces détachées, de

ARISLEYDIS HIDALGO LEYVA, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE  
DU SNTAP-LA HAVANE, ET DARLENE HANSON, MEMBRE  
DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE, AU  
CONGRÈS NATIONAL DU SCFP, EN OCTOBRE 2023.



technologies d'aide aux personnes âgées ou en situation de handicap et de bien d'autres choses encore.

La décision de l'ex-président des États-Unis, Donald Trump, d'ajouter Cuba à la liste des États qui parrainent le terrorisme s'est accompagnée de 240 mesures restrictives additionnelles qui rendent la vie de la population cubaine encore plus ardue. L'actuel président, Joe Biden, n'a pas retiré le pays de la liste, laissant en place la plupart de ces nouvelles mesures punitives qui ont aggravé les conditions des travailleuses et travailleurs cubains et poussé des organisations et militant(e)s du pays et d'ailleurs à réagir par une démonstration d'unité hors du commun.

L'opposition internationale à l'embargo est retentissante : en 2023, pour la 31<sup>e</sup> année consécutive, une majorité écrasante des membres de l'Assemblée générale des Nations Unies ont appelé les États-Unis à lever l'embargo. Une campagne mondiale est également en cours afin de recueillir plus d'un million de signatures dans le cadre d'une pétition demandant au président Biden de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme. Les membres du SCFP ont appuyé cette campagne et en ont fait la promotion lors de notre congrès national de 2023.

Malgré ces défis, le Syndicat national des travailleuses et travailleurs de l'administration publique de la municipalité de La Havane (SNTAP-La Havane), partenaire du SCFP, continue de renforcer ses effectifs grâce à la formation continue et à la sensibilisation de ses membres. L'organisation s'emploie aussi à améliorer les conditions de travail en vue de garantir la sécurité et l'équité en milieu de travail.

## HAÏTI

Après des années d'instabilité, Haïti connaît une nouvelle vague de violence des gangs armés et de bouleversements politiques.

Le premier ministre Ariel Henry, qui avait l'appui des États-Unis, a démissionné en mars 2024; en l'absence de soutien politique à sa nomination antidémocratique et devant l'escalade de la violence à Haïti, il n'avait pu rentrer au pays après un séjour à l'étranger.

En avril 2024, le gouvernement haïtien a mis en place un conseil présidentiel transitoire formé de neuf membres représentant les partis politiques, le secteur privé et la société civile. Le plan proposé prévoit la désignation d'un premier ministre intérimaire et la tenue d'élections démocratiques.

Les syndicats se montrent sceptiques et critiques à l'endroit du conseil de transition, affirmant que l'ingérence étrangère menace son indépendance. Les groupes syndicaux soulignent aussi qu'il est formé de plusieurs acteurs initialement responsables de la crise. Les syndicats sont inquiets de ne pas être représentés au conseil et de ne pas avoir été invités à la table de négociation, et déplorent qu'il n'y ait qu'une seule femme – sans droit de vote – parmi les neuf membres.

La perspective d'une intervention imminente d'une nouvelle mission multinationale armée inquiète le SCFP et son partenaire à Haïti, la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP). Dans une entrevue accordée aux médias, le président de la CTSP, Jean Bonald Golinski Fatal, a lancé un message clair : « En-dehors des gangs, le problème, c'est le chômage. [...] Nous voulons éradiquer les gangs, mais on ne peut pas le faire uniquement avec les armes. »

Haïti a perdu plus de 26 000 emplois dans le secteur textile et l'État se voit dans l'incapacité de rémunérer ses fonctionnaires pour le moment. Jacques Belzin, président de la Confédération des travailleurs haïtiens (CTH) et proche allié de la CTSP, a déclaré aux médias qu'« il ne peut y avoir de paix sans une économie qui fonctionne ».

La crise en Haïti persiste. À l’instar de la majorité de la population de la capitale, Port-au-Prince, les leaders de la CTSP ne peuvent quitter leurs demeures. Les rencontres en personne étant devenues impossibles, les syndicalistes ont recours aux réunions virtuelles pour poursuivre leur œuvre. Les personnes ayant succombé à la violence des gangs se comptent par milliers et c’est par milliers que d’autres ont été contraintes de fuir la capitale pour se mettre à l’abri. La population a un urgent besoin de sécurité, de nourriture et de revenus.

En dépit de ces difficultés, les syndicats nationaux ont réalisé des gains à l’extérieur de la capitale. La FENASE, ou Fédération

nationale des syndicats en éducation (la fédération du secteur de l’éducation de la CTSP), se consacre, avec le soutien du SCSFP, à une campagne pour améliorer les conditions de ses membres.

La communauté internationale, dont le Canada, a un rôle important à jouer pour appuyer la société civile haïtienne et les revendications du peuple haïtien, à savoir l’autodétermination et la fin de l’ingérence étrangère dans les questions politiques et économiques intérieures.

LE PRÉSIDENT DE LA CTSP, JEAN BONALD GOLINSKY FATAL, AU CONGRÈS NATIONAL DU SCSFP, EN OCTOBRE 2023.



# La solidarité entre travailleuses et travailleurs



LA DÉLÉGATION SYNDICALE CANADIENNE, DONT KENT PETERSON (EN HAUT À GAUCHE), VICE-PRÉSIDENT RÉGIONAL DU SCFP POUR LA SASKATCHEWAN, ET JUANITA FORDE (EN BAS À GAUCHE), DÉLÉGUÉE SYNDICALE EN CHEF DU SCFP 2191, ACCOMPAGNÉ(E) S DE LEADERS DE L'ACT À MANILA, AUX PHILIPPINES, EN JANVIER 2024.

## PHILIPPINES

En janvier 2024, le SCFP s'est joint à une délégation de syndicalistes du Canada et de militant(e)s de la solidarité internationale aux Philippines. Deux partenaires du SCFP, l'ACT (l'Alliance des enseignant(e)s concerné(e)s) et COURAGE (la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés du gouvernement), ont reçu la délégation. Le groupe était formé de représentant(e)s du SCFP, de l'Alliance de la Fonction publique du Canada et du Comité ontarien pour les droits de la personne aux Philippines.

Aux Philippines, les syndicalistes font l'objet d'attaques. En 2023, les Philippines figuraient au palmarès des dix pires pays pour les travailleuses et travailleurs selon l'Indice des droits dans le monde de la Confédération syndicale internationale (CSI), une situation qui ne date pas d'hier. La CSI signale qu'aux Philippines, « les travailleuses et travailleurs et leurs représentant(e)s courent toujours le risque énorme d'être étiquetés en tant que communistes et restent vulnérables aux agressions violentes, aux enlèvements et aux arrestations arbitraires. Dans de nombreux

secteurs, ils se heurtent encore à d'importants obstacles lorsqu'ils tentent de créer des syndicats. » Les gens visés par le « marquage rouge » sont accusés d'être communistes ou terroristes.

Les travailleuses et travailleurs philippins sont aux prises avec des salaires peu élevés, des emplois précaires et un secteur public sous-financé. Plusieurs membres et leaders d'ACT et de COURAGE ont parlé à la délégation des menaces et du harcèlement subis pour avoir dénoncé ces conditions auprès du gouvernement.

L'actuel président des Philippines, Ferdinand « Bongbong » Marcos Junior, est le fils de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos. À l'instar de ses prédécesseurs, il ne cache pas son mépris à l'égard des travailleuses et travailleurs et des personnes vivant dans la pauvreté, et n'hésite pas à s'en prendre à quiconque critique ses politiques néfastes sur le plan social, économique et environnemental.

Ferdinand Marcos Junior prend pour cible toutes les personnes qui désapprouvent les politiques de son gouvernement,



RENCONTRE ENTRE LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DES ZONES FRANCHES D'EXPORTATION ET LA DÉLÉGATION SYNDICALE CANADIENNE AU WAC (CENTRE D'AIDE AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS) À CAVITE, AUX PHILIPPINES, EN JANVIER 2024.

Photo : SCFP

y compris celles qui militent pour les droits de la personne et la justice sociale, ainsi que les journalistes, les étudiant(e)s et les syndicalistes. Il se sert de la force nationale de lutte contre le conflit armé avec les groupes communistes, créée par son prédécesseur Rodrigo Duterte, pour attaquer les personnes qui le critiquent et les réduire au silence.

Pendant sa visite, la délégation a appris avec consternation que le Canada avait signé un protocole d'entente avec les Philippines pour renforcer la coopération dans le domaine de la défense. L'action et la solidarité internationale du SCFP sont essentielles pour s'assurer que le gouvernement du Canada ne se rend pas complice de continuelles violations des droits de la personne.

La prisonnière politique Weng Rosales a transmis ce message à la délégation : « Merci de ne pas nous oublier et – plus important encore – de garder vive et brillante la flamme de notre lutte pour la justice et la liberté. Vous, tout comme le peuple, êtes constamment dans nos pensées. »

## PALESTINE

Depuis des décennies, les syndicats palestiniens exhortent les travailleuses et travailleurs de partout dans le monde à prendre des mesures pour mettre fin à l'armement d'Israël et à toute complicité dans l'occupation illégale de la Palestine et les constantes violations des droits de la personne qui y ont cours. Cet appel est plus pressant que jamais : Israël a répliqué avec une violence disproportionnée à l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, à un point tel que plusieurs spécialistes du

droit international parlent de génocide. Les travailleuses et travailleurs et les syndicats réclament qu'on respecte le droit international et les droits fondamentaux du peuple palestinien.

On en parle rarement, mais la situation est difficile pour les travailleuses et travailleurs palestiniens, qui tentent de vivre et de travailler sous l'occupation militaire israélienne depuis 57 ans, et leurs conditions sont maintenant pires que jamais.

Le quotidien des travailleuses et travailleurs de la Palestine est assombri par un régime d'apartheid où règnent la discrimination et la ségrégation : il leur faut passer chaque jour par des points de contrôle et des barrages militaires, et circuler sur des routes séparées, les unes réservées au peuple israélien, les autres à la population palestinienne. Le gouvernement d'Israël exige également du peuple palestinien des permis délivrés par l'armée israélienne pour se déplacer au sein des territoires occupés.



Photo : Ahmad Odeh

PHOTO PRISE DU MUR DE L'APARTEID, QUI SÉPARE BETHLÉEM DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS DE CISJORDANIE, DURANT UNE VISITE DE LA DÉLÉGATION DU SCFP EN 2018.

Ainsi, des milliers de gens faisant quotidiennement la navette entre la Cisjordanie et Israël pour y travailler doivent franchir les points de contrôle qui percent le mur d'enceinte de huit mètres, bâti illégalement pour encercler et confiner les communautés palestiniennes. Des courtiers et des agences de recrutement illégitimes profitent du système, soutirant d'énormes paiements pour les permis de travail.

Des colonies israéliennes illégales parsèment la Cisjordanie, reliées par un réseau routier distinct que le peuple palestinien ne peut emprunter. Bien que ces colonies se trouvent manifestement en Palestine, elles n'en sont pas moins régies par les lois du travail israéliennes; par conséquent les syndicats palestiniens ne peuvent y syndiquer les travailleuses et travailleurs palestiniens.

À Gaza, où Israël a imposé un blocus terrestre, maritime et aérien en 2007, le taux de chômage était de 70 % au début de l'année 2023, soit l'un des plus élevés au monde. Israël contrôle les mouvements des biens et des personnes aux frontières de Gaza, dont l'économie a été anéantie, ce qui laisse très peu de possibilités de survie aux travailleuses et travailleurs.

Leur situation s'est détériorée exponentiellement au cours des derniers mois; la plupart des permis de travail en Israël ont été révoqués et des milliers de Palestinien(ne)s ont perdu leur source de revenus, souvent la principale pour leur famille.

Israël a ajouté des centaines de barrières et de points de contrôle en Cisjordanie, où les arrestations et le harcèlement se sont multipliés. Des milliers de travailleuses et travailleurs ont été licenciés ou ont vu leurs heures de travail réduites. Le personnel du secteur public n'est pas payé ou subit des retards de paie parce qu'Israël ne transfère



Photo : Ahmad Odeh

TRAVAILLEUR À L'USINE TEXTILE HIRBAWI, LA DERNIÈRE À TISSER DES KEFFIEHS EN PALESTINE, DURANT UNE VISITE DE LA DÉLÉGATION DU SCFP À HÉBRON, DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉES DE LA CISJORDANIE, EN 2018.

pas les recettes fiscales prévues pour la rémunération.

À Gaza, une multitude de travailleuses et travailleurs figurent parmi les dizaines de milliers de victimes des bombardements israéliens ou fouillent les décombres à la recherche de membres de leur famille, de voisin(e)s ou de collègues. Certain(e)s font partie du courageux personnel paramédical et soignant resté sur place pour prendre soin de leurs patient(e)s malgré le danger. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte, des infrastructures (installations hydrauliques, énergétiques, etc.), démolies et des entreprises, des universités, des écoles et des centres médicaux, détruits. En mars 2024, les forces israéliennes d'occupation ont bombardé les bureaux de la PGDTU (Fédération générale palestinienne des syndicats).

Le SCFP a entendu les revendications des syndicats palestiniens et réclamé au gouvernement du Canada d'appeler à un cessez-le-feu immédiat en Israël et en Palestine et de cesser de vendre du matériel de guerre à l'État d'Israël. Notre syndicat a également réclamé la libération de tous les otages et prisonnières et prisonniers politiques ainsi que la fin de l'occupation militaire qui dure depuis 57 ans.

## GUATEMALA

Le Guatemala a connu d'importants changements politiques et sociaux au cours de la dernière année. Jamais, depuis les accords de paix de 1996, les espoirs de voir les droits de la personne respectés n'ont été si grands. Le CCDA (le Comité campesino des hauts plateaux), partenaire du SCFP, affiche un optimisme prudent.

L'élection inattendue du président réformiste anticorruption Bernardo Arevalo en 2023 constitue une avancée majeure. Le CCDA constate déjà une différence dans les négociations sur le droit à la terre avec le nouveau gouvernement. Le président Arevalo dispose cependant d'une marge de manœuvre limitée : le contrôle du système judiciaire demeure principalement entre les mains de fonctionnaires corrompus et son parti ne détient pas la majorité au Congrès. Les magistrat(e)s fidèles à la procureure générale sapent son pacte agricole avec les organisations autochtones et paysannes en ordonnant l'expulsion de communautés entières malgré l'engagement du gouvernement à suspendre les expulsions.

Après l'élection d'Arevalo, la population est descendue dans la rue pour défendre le processus démocratique, tannée de la corruption et de l'oppression qui perdurent depuis des dizaines d'années. Ce fut la plus importante et la plus longue mobilisation depuis la révolution de 1944 qui a donné naissance à l'État guatémaltèque moderne. À la tête des manifestations se trouvaient notamment des résident(e)s des quartiers urbains marginalisés qui ont renoué avec leur identité autochtone. Ces rassemblements de masse ont montré au peuple que ses actions pouvaient changer le cours des choses.

Ce qui rend cette mobilisation unique, c'est qu'elle a vu le jour sous la direction des autorités ancestrales des peuples autochtones. Des siècles durant, sous le vernis de l'État colonial, ces autorités traditionnelles ont discrètement rendu la justice et apporté conseil aux communautés autochtones guatémaltèques. Cela dit, quand le processus démocratique s'est trouvé menacé, les autorités ancestrales ont publiquement pris la parole et ont invité les communautés autochtones à se rendre dans la capitale à leurs côtés pour mettre en place de formidables formes de résistance que les citoyen(ne)s ignoraient ou avaient oubliées.

Peu importe l'avenir du gouvernement d'Arevalo, ces changements dans l'engagement et l'attitude des Guatémaltèques, ainsi que la réaffirmation du leadership des autorités ancestrales, constituent des progrès importants qui laissent entrevoir de meilleures perspectives de reconnaissance des droits de la personne et du droit à la terre.



Photo : Réseau Briser le silence Maritimes-Guatemala

JENNIFER LEBLANC (AU CENTRE), MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE, PRÉPARE DES TORTILLAS AU DOMICILE DE LA LEADER COMMUNAUTAIRE ISABEL OSORIO (À GAUCHE), À PACUX, AU GUATEMALA, EN MAI 2024. ISABEL ET SON ÉPOUX, JESUS TECU OSORIO, ONT SURVÉCU AUX MASSACRES DE RIO NEGRO.

## CORÉE DU SUD

Une délégation du SCFP a parlé de ses expériences et de ses apprentissages lors d'un forum syndical international portant sur la formation syndicale, qui a eu lieu en juillet 2023 à Séoul, en Corée du Sud. L'événement était organisé par le KPTU (le Syndicat des travailleuses et travailleurs de la fonction publique et des transports de la Corée) et son centre éducatif, le « Woom ».

Le KPTU est le plus grand syndicat de travailleuses et travailleurs sud-coréens de la fonction publique, de l'industrie du transport et des services sociaux. Ses membres occupent des postes variés au sein de plusieurs secteurs, dont l'énergie, la sécurité sociale (régime national d'assurance maladie et de retraite), la santé et l'éducation.

Le forum avait pour objectif d'aider les militant(e)s en éducation du KPTU à comprendre les programmes internationaux de formation syndicale, à apprendre comment les syndicats conçoivent et gèrent les programmes d'apprentissage dans des contextes politiques changeants (comme la pandémie de COVID-19 ou la crise climatique) et à tisser des liens avec des syndicalistes du reste du monde.

Les représentant(e)s du SCFP ont expliqué notre processus de transition entre l'apprentissage en personne et la formation en ligne pendant la pandémie. La délégation a aussi présenté notre philosophie, notre système et nos programmes d'apprentissage, en plus de faire une démonstration de nos ateliers aux membres et au personnel du KPTU.

Les membres de la délégation ont visité l'Agence publique de services sociaux de Séoul et l'hôpital de l'Université nationale de Séoul et ont rencontré des leaders et



Photo : SCFP

NAN MCFADGEN, VICE-PRÉSIDENTE RÉGIONALE DU SCFP POUR LA NOUVELLE-ÉCOSSE, EN COMPAGNIE DE JUNGIL YOON (À GAUCHE), VICE-PRÉSIDENT DU KPTU À L'ÉPOQUE, ET DE KYUNGKYU YANG (À DROITE), DIRECTEUR DU CENTRE ÉDUCATIF DU KPTU À L'ÉPOQUE, EN JUILLET 2023.

des membres du KPTU dans leurs milieux de travail. Cette visite coïncidait avec une campagne victorieuse du syndicat sud-coréen dans le milieu des services sociaux visant à empêcher la fermeture de plusieurs centres communautaires et services à la petite enfance du secteur public.

Notre passage a permis de réaffirmer l'importance de la solidarité internationale dans notre lutte pour protéger les services publics et renforcer le pouvoir syndical.

## CENTRE DE SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU BANGLADESH

Le 24 avril 2024 marquait le onzième anniversaire de l'effondrement de la fabrique de vêtements Rana Plaza à Dhaka, au Bangladesh. Cette terrible tragédie qui aurait pu être évitée a entraîné la mort de 1 134 personnes et fait plus de 2 600 blessés. Elle a mis en lumière les conditions de travail effroyables dans cette industrie non réglementée qui emploie des millions de gens au Bangladesh et dans tant d'autres pays.

Depuis, les initiatives et les campagnes s'enchaînent dans le monde entier, faisant écho aux demandes des survivant(e)s et des familles des victimes, qui réclament que les grandes marques internationales de mode soient tenues responsables des conditions de travail épouvantables et des salaires de misère qui persistent dans leurs chaînes d'approvisionnement. Ces campagnes exhortent également les gouvernements à respecter les normes mondiales en matière de travail, de santé et de sécurité et à intégrer dans les accords de commerce et d'investissement des mesures de protection des droits de la personne et du travail, y compris le droit de se syndiquer et le droit de négociation collective.

Malgré des années d'efforts concertés à l'échelle mondiale pour améliorer la sécurité dans les usines de confection, la main-d'œuvre du secteur et les militant(e)s jugent que les progrès sont beaucoup trop lents à bien des égards. Notons cependant une avancée prometteuse, soit les moyens de pression coordonnés qui ont forcé des marques internationales et des détaillants à signer

l'Accord du Bangladesh sur la sécurité des bâtiments industriels et leur protection contre les incendies et à dédommager les victimes de l'effondrement du Rana Plaza.

Pour réellement améliorer les choses, il faut aborder les droits du travail dans leur ensemble, parallèlement aux engagements pris pour assurer la sécurité dans les usines, en commençant par garantir le droit d'association. Encore aujourd'hui, des militant(e)s pour les droits du travail et des travailleuses et travailleurs bangladais sont tués ou arrêtés pour avoir protesté contre les salaires de misère, pour avoir tenté d'adhérer à un syndicat ou d'en créer un, et pour avoir réclamé la fin de la discrimination envers les travailleuses.

Le SCFP et d'autres syndicats canadiens collaborent avec des organisations syndicales du Bangladesh depuis bien avant la catastrophe du Rana Plaza de 2013 pour réclamer de meilleures conditions de travail dans le secteur textile. Nous poursuivrons le combat jusqu'à ce que ces travailleuses et travailleurs aient obtenu la justice et le respect qui leur sont dus.



LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS BANGLADAIS PARTICIPENT À UNE ACTION MONDIALE POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE, EN DÉCEMBRE 2023.

Photo : Centre de solidarité des travailleuses et travailleurs du Bangladesh, sur X

# Le travail avec nos alliés

YOLANDA MCLEAN, VICE-PRÉSIDENTE RÉGIONALE POUR L'ONTARIO, ET CANDACE RENNICK, SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE DU SCFP, À L'OCCASION DE LA SESSION ANNUELLE DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES, EN MARS 2024.



Photo : Hatnim Lee

RASSEMBLEMENT POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT À GAZA DURANT LA SESSION ANNUELLE DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES, EN MARS 2024.

## COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES

La 68<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies s'est terminée sur l'engagement de gouvernements du monde entier à accélérer les progrès en matière d'égalité des femmes. Le SCFP s'est joint à une délégation syndicale internationale de plus de 100 femmes syndicalistes qui a exigé des gouvernements qu'ils rendent des comptes sur la prévention et l'éradication de la pauvreté chez les femmes, le thème de la rencontre de 2024.

Les gouvernements ont passé deux semaines à négocier un accord concernant le respect des droits fondamentaux internationaux des femmes et à mettre en place des mesures concrètes pour accélérer la réalisation de l'égalité des femmes et prévenir la pauvreté qui les afflige. La délégation syndicale a fait pression sur les équipes de négociation gouvernementales pour qu'elles prennent en considération ses demandes dans leur document de « conclusions concertées ».

Des services publics de qualité et des syndicats forts sont essentiels à la prévention et à l'éradication de la pauvreté chez les femmes. L'accord conclu entre les gouvernements comprend un engagement envers les droits fondamentaux du travail, dont le droit de se syndiquer et de négocier de façon collective, en plus de reconnaître l'importance des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour mettre un terme à la discrimination au travail.

L'accord comporte des dispositions strictes en matière de services publics et d'économie des soins, en plus de mettre en lumière la nécessité de régimes fiscaux progressifs afin que les entreprises paient leur juste part. Le libellé précis de l'accord met l'accent sur le besoin de mettre fin à l'oppression systémique dont sont victimes les femmes autochtones, migrantes, en situation de handicap ou de descendance africaine.

La délégation du SCFP s'est aussi jointe à un groupe de militantes rassemblées devant le siège des Nations Unies pour exprimer leur colère et leur effroi face à la mort et la souffrance de femmes, d'enfants et de civils innocents en Palestine et pour exiger un cessez-le-feu immédiat.

## INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

Le 31<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale des services publics (ISP) qui a eu lieu à Genève, en Suisse, avait pour thème *Le Peuple au-dessus du profit dans un monde en crises multiples*. Le SCFP est membre de l'ISP, une fédération internationale qui regroupe plus de 700 syndicats représentant plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs du secteur public dans 163 pays et territoires.

FRED HAHN, VICE-PRÉSIDENT GÉNÉRAL DU SCFP POUR L'ONTARIO, PREND LA PAROLE DURANT UN DÉBAT AU CONGRÈS MONDIAL DE L'ISP QUI A MENÉ À LA MISE SUR PIED D'UN COMITÉ MONDIAL LGBTQI+, EN OCTOBRE 2023.





SHERRY HILLIER, VICE-PRÉSIDENTE GÉNÉRALE DU SCFP POUR LA RÉGION DE L'EST, MARK HANCOCK, PRÉSIDENT NATIONAL, ET L'ADJOINTE EXÉCUTIVE ANNICK DESJARDINS APPUIENT LES MEMBRES DU KPTU QUI S'APPRÊTENT À FAIRE LA GRÈVE, DURANT LE CONGRÈS MONDIAL DE L'ISP, EN OCTOBRE 2023.

Les militant(e)s et les leaders présents au congrès de 2023 ont parlé de leurs stratégies et consolidé leur lutte collective pour des services publics de qualité et les droits syndicaux dans le monde entier.

Les membres de la délégation du SCFP ont participé à des forums concernant les effectifs municipaux et LGBTQI+, et ont discuté des avantages des établissements de soins publics au cours d'un panel sur l'internalisation des services publics.

Les délégué(e)s ont adopté un plan d'action de cinq ans axé sur des problèmes mondiaux comme l'occupation de la Palestine par Israël, les réactions des syndicats à la crise climatique, les stratégies de transformation des emplois en prestation de soins, les effets de la numérisation sur les travailleuses et les travailleurs, le rôle économique des services publics et les stratégies d'organisation syndicale.

## NÉGOCIATIONS DE LA CIN-4

En avril 2024, le Canada a accueilli la quatrième séance du Comité intergouvernemental de négociation (CIN-4) sur la pollution plastique. L'objectif de la rencontre, qui avait lieu à Ottawa, était de travailler à l'élaboration d'un traité international, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement, pour faire face à la crise mondiale de la pollution plastique, y compris ses conséquences sur les océans. Le SCFP s'est joint à une délégation représentant également l'ISP, la CSI et l'OIT.

Des personnes déléguées du monde entier ont négocié des clauses pour mettre fin au déferlement de plastiques et de microplastiques qui étouffent les rivières, les lacs et les océans essentiels à toute vie sur terre. Des délégué(e)s autochtones et des membres de la communauté scientifique ont soulevé des questions cruciales et exhorté les États à prendre des mesures concrètes.

L'OIT et la CSI ont souligné l'importance des droits du travail, demandant que le traité comprenne des dispositions pour assurer une transition juste en lien avec les changements que connaissent les milieux de travail. L'ISP a rappelé aux participant(e)s le rôle vital que joue la collecte publique des déchets dans le monde entier en matière de protection de la santé publique et de l'environnement.

DES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION SYNDICALE LORS DE LA QUATRIÈME SÉANCE DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE NÉGOCIATION (CIN-4) SUR LA POLLUTION PLASTIQUE À OTTAWA, EN AVRIL 2024.



Les négociations ont pris fin sans que les dispositions et les idées audacieuses de la délégation syndicale et des communautés autochtones soient prises en considération. Plusieurs pays prenant part aux négociations ont retardé le processus pour empêcher toute avancée notable. Le SCFP suivra de près la dernière ronde de négociations en Corée du Sud en novembre et, avec ses partenaires internationaux, il continuera de militer en faveur d'un traité solide qui protège la planète, soutient les travailleuses et travailleurs et défend les services publics.

## LA SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES

Le SCFP compte des membres qui travaillent au Canada dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires; d'ailleurs, leur nombre ne cesse d'augmenter. En avril 2024, notre syndicat a publié *Les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires dans notre syndicat : un guide pour agir en solidarité* afin d'aider les comités exécutifs des sections locales et les équipes de négociation à soutenir ces travailleurs et travailleuses et à renforcer notre syndicat.

Le Canada fait venir des gens d'autres pays pour répondre aux besoins de main-d'œuvre à court terme dans certaines régions et plusieurs secteurs tels que la santé, l'agriculture, la transformation agroalimentaire, le service de détail et la construction. Ceux et celles qui occupent un emploi syndiqué par le SCFP sont protégé(e)s par les conventions collectives existantes.

Cela dit, en raison de leur statut d'immigration précaire et des permis de travail qui les lient à un seul emploi, ces personnes sont assujetties à des conditions de travail différentes des autres membres de leur section locale du SCFP.

Le guide du SCFP détaille les mesures concrètes que les sections locales peuvent mettre en œuvre pour appuyer les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires ainsi que les outils à leur disposition pour surveiller le traitement du personnel migrant en milieu de travail. Ce guide s'inscrit dans le cadre d'une lutte plus large en faveur de la justice pour les travailleuses et travailleurs migrants et l'ensemble de la main-d'œuvre, qui doit être menée dans nos lieux de travail, dans les assemblées législatives et dans la rue.

CHERYL BURBIDGE, MEMBRE DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE, LIT LE GUIDE DU SCFP POUR AGIR EN SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES, DURANT LE CONGRÈS DU SCFP-NOUVELLE-ÉCOSSE, EN MAI 2024.



Photo: Kelly Clark

# Mobilisons-nous pour un monde meilleur

La solidarité internationale et les échanges entre travailleuses et travailleurs nous rapprochent des personnes aux premières lignes des grandes luttes de notre époque. Les apprentissages sont toujours nombreux auprès de nos ami(e)s, allié(e)s et camarades des quatre coins du monde. Leur courage renforce notre détermination à poursuivre notre combat pour un monde meilleur.

Dans un monde en proie au conflit et à l'intolérance, la solidarité nous donne l'occasion de tirer parti du potentiel de notre humanité commune et de la beauté de nos aspirations collectives pour créer un monde où priment la justice et l'égalité.

Là où l'on trouve des gouvernements autoritaires et de droite, on trouve aussi, immanquablement, des syndicats, des mouvements sociaux et de braves communautés qui leur opposent une résistance profonde et éloquente avec leur vision de paix et de solidarité. Ce sera toujours un privilège de se tenir aux côtés de ces travailleuses, travailleurs et membres de nos communautés dans notre lutte collective pour les droits de la personne et les droits du travail, pour un travail décent, pour des services publics forts, pour la démocratie, pour la paix et pour la justice climatique.

Nous soutenons avec fierté et solidarité les travailleuses et travailleurs, les syndicats, les peuples autochtones, les groupes de femmes, la main-d'œuvre migrante, la communauté 2ELGBTQI+ et les jeunes. Nous continuerons à appuyer les mouvements internationaux par le biais de la coopération entre travailleuses et travailleurs et du Fonds pour la justice mondiale du SFCP.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale et le travail de notre syndicat en matière de solidarité internationale, rendez-vous à [scfp.ca/solidarite-internationale](https://scfp.ca/solidarite-internationale) ou communiquez avec la conseillère en solidarité internationale Kelti Cameron à [kcameron@cupe.ca](mailto:kcameron@cupe.ca).

LA LEADER COMMUNAUTAIRE ISABEL OSORIO ACCEPTE DES CADEAUX DE LA PART DU SFCP-ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, À PACUX, AU GUATEMALA, EN MAI 2024.



## **MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP**

- Natalie Webber, Terre-Neuve-et-Labrador
- Cheryl Burbidge, Nouvelle-Écosse
- Jennifer LeBlanc, Île-du-Prince-Édouard
- Darlene Hanson, Nouveau-Brunswick
- Miguel Lima, Ontario
- Gord Meneer, Manitoba
- Clayton Gordon, Alberta
- Jas Parmar, Colombie-Britannique
- Louella Vincent, Syndicat des employés d'hôpitaux
- Deanna Fasciani, CoDevelopment Canada
- Charlene Armstrong, Cuso International
- Judy Henley, liaison avec le Conseil exécutif national
- Kelti Cameron, conseillère

## **PARTENAIRES DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP**

- SCFP
- SCFP-Colombie-Britannique
- SCFP-Saskatchewan
- SCFP-Ontario
- SCFP-Québec
- SCFP-Île-du-Prince-Édouard
- SCFP-Nouvelle-Écosse
- SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
- Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)
- Membres du personnel du SCFP
- SCFP 40 : travailleuses et travailleurs du conseil scolaire de Calgary, Calgary (Alb.)
- SCFP 382 : personnel du district scolaire du Grand Victoria, Victoria (C.-B.)
- SCFP 8443 : personnel du conseil scolaire de Saskatoon (division no 13), Saskatoon (Sask.)
- SCFP 4600 : personnel enseignant à temps partiel de l'Université Carleton, Ottawa (Ont.)
- SCFP 2440 : personnel de Cuso International, Ottawa (Ont.)
- SCFP 3260 : personnel d'aide à l'enseignement du conseil scolaire de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown (Î.-P.-É.)
- SCFP 8920 : travailleuses et travailleurs en soins de courte durée de la Nouvelle-Écosse, Amherst, (N.-É.)
- SCFP 3067 : personnel du foyer New Dawn Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1876 : personnel du foyer Northside Community Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1779 : régie de la santé d'East Prince (Î.-P.-É.)
- SCFP 9105 : Conseil régional de l'île de Vancouver (C.-B.)





# JUSTICE MONDIALE SCFP

[scfp.ca/solidarite-internationale](http://scfp.ca/solidarite-internationale)